

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien tunisien "As Sabah" du 10 juillet 2007, sur les relations franco-tunisiennes, le projet d'Union de la Méditerranée et sur la politique de la France au Proche-Orient.

QUESTION - Immédiatement après votre élection, vous avez évoqué, dans un message à votre homologue, le Président Zine El Abidine BEN ALI, un projet de création d'une Union Méditerranéenne regroupant les pays de la région. Pouvez-vous nous donner les grandes lignes de ce projet et ses rapports éventuels avec le partenariat euroméditerranéen en cours ? Comment voyez-vous le rôle de la Tunisie dans un tel ensemble ?

LE PRESIDENT - J'ai toujours pensé qu'il fallait faire de la Méditerranée un espace de coopération. J'ai plusieurs fois eu l'occasion de le dire : en tournant le dos la Méditerranée, l'Europe a cru tourner le dos à son passé & elle a en fait tourné le dos à son avenir. L'avenir de l'Europe et de la France, j'en suis convaincu, se joue aussi, et peut-être d'abord, en Méditerranée.

Le projet d'Union de la Méditerranée a reçu un très bon accueil tant chez nos partenaires méditerranéens au sein de l'Union que dans les pays du Sud de la Méditerranée. A cet égard, je me réjouis que le Président BEN ALI se soit, lui aussi, montré particulièrement intéressé par ce projet. Par la position centrale qu'elle occupe en Méditerranée, à la jonction des deux bassins de notre mer commune, mais aussi parce qu'elle s'est toujours impliquée avec beaucoup de dynamisme dans les instances méditerranéennes, la Tunisie a un rôle déterminant à jouer dans la construction de cette Union. Et je ne doute pas qu'elle le fera.

L'objectif de cette Union, c'est de faire de la Méditerranée un espace de coopération et de solidarité. La France et la Tunisie partagent cette même ambition, d'une Méditerranée qui unisse au lieu de diviser et qui favorise le partage plutôt que de creuser le fossé entre pauvres et riches. Nous constatons tous que les institutions actuelles n'ont pas été à la hauteur de cette ambition, même si elles ont permis un certain nombre de progrès. Ces progrès doivent être conservés. Mais l'Union Méditerranéenne doit nous permettre d'aller au-delà. Sur la méthode je suis convaincu que cette Union doit se construire, comme l'Europe en son temps, sur des solidarités concrètes. Nous devons développer des projets concrets dans des domaines où un accord est possible rapidement : le développement durable ou l'intégration énergétique par exemple. Sur ces grands enjeux collectifs, nous pouvons obtenir très vite des progrès visibles.

QUESTION - La Tunisie et la France ont noué des relations fortes qui en ont fait des partenaires privilégiés. Comment voyez-vous les perspectives de cette coopération ?

LE PRESIDENT - L'approfondissement du partenariat entre nos deux pays est une priorité pour moi. Il y a entre la France et la Tunisie une amitié très forte, faite de respect et de confiance mutuelle, qui doit être préservée et développée.

Plus que jamais, la France doit être aux côtés de la Tunisie dans la "bataille pour l'intelligence". Cette bataille se joue d'abord dans l'enseignement supérieur. Les autorités tunisiennes l'ont bien compris et s'efforcent à la fois d'assurer l'accueil d'un nombre toujours plus grand d'étudiants et de maintenir un niveau de qualité qui a déjà fait ses preuves. Regardez, par exemple, l'excellente formation des cadres de haut niveau à travers les classes préparatoires et les écoles d'ingénieurs.

Une des nouvelles priorités de notre coopération est donc la professionnalisation des formations supérieures, c'est-à-dire une plus grande diversification des cursus, la recherche de nouveaux débouchés, ou encore le développement des enseignements technologiques et des licences professionnelles.

La "bataille pour l'intelligence", c'est aussi le renforcement de la capacité scientifique des chercheurs tunisiens par un partenariat structuré entre équipes et institutions dans des domaines prometteurs comme les technologies de l'information et de la communication ou les biotechnologies.

Une nouvelle impulsion doit être également donnée à la coopération en matière de recherche et d'innovation autour de projets relevant principalement des secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire, du textile et de la chimie.

C'est dans cette optique que la Tunisie et la France ont signé des accords de partenariat impliquant des pôles de compétitivité.

Ces processus de modernisation et de mise en réseau visent à assurer la construction progressive d'un véritable espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur et de la recherche, au sein duquel la relation franco-tunisienne doit avoir un rôle moteur. C'est la raison pour laquelle le projet d'université franco-tunisienne avec l'université de Paris-Dauphine est, à mes yeux, si important. Il permettrait d'augmenter encore le rayonnement régional de la Tunisie.

Enfin, je souhaite que la France renforce son concours au programme de modernisation de l'administration publique tunisienne qui permettra l'adoption de modes de gestion modernes et efficaces et l'exploitation de nouvelles techniques liées à l'électronique.

QUESTION - Certains des immigrés d'origine maghrébine et arabe en France disent redouter l'éventualité d'un durcissement de la politique d'immigration de la France. Ces appréhensions sont-elles justifiées ?

LE PRESIDENT - La communauté tunisienne en France, près de 600.000 personnes, est l'une des plus importantes communautés étrangères. Parmi eux, deux tiers sont des double nationaux ce qui atteste d'une bonne intégration au sein de la société française. Les exemples de réussite de Tunisiens en France sont nombreux dans la culture, le système universitaire, la recherche, dans les affaires ou encore dans la haute-couture.

Le vote des Français a montré qu'ils souhaitent pouvoir mieux choisir et contrôler les personnes candidates au séjour sur leur territoire. C'est, je crois, la condition d'une meilleure intégration de ces hommes et de ces femmes dans la nation française, mais aussi d'un plus grand respect de leur dignité.

QUESTION - La France s'est caractérisée, au cours des dernières décennies, par une politique active dans ses relations avec le Monde arabe. Peut-on s'attendre à une continuité dans la politique extérieure française sur ce sujet, notamment pour ce qui est de la question palestinienne et de la situation en Irak et au Liban ? Quels rôles pourraient jouer la France et la Tunisie pour le règlement juste et durable des conflits au Moyen-Orient et dans le monde ?

LE PRESIDENT - Sur les crises du Moyen-Orient, la Tunisie et la France ont développé des visions très proches, fondées sur un certain nombre de principes forts : la sécurité d'Israël et le droit des Palestiniens à une patrie, la réconciliation nationale en Irak, et le dialogue entre toutes les parties au Liban. Nous savons que nous pouvons compter sur nos amis tunisiens, qui ne ménagent pas leurs efforts à titre bilatéral, comme dans les enceintes méditerranéennes et au sein de la Ligue arabe.

QUESTION - La guerre contre le terrorisme a suscité, en Occident, une vague d'incompréhension voire d'intolérance vis-à-vis des Musulmans, ce qui a rendu difficile le nécessaire dialogue entre les civilisations et entre les religions. Comment voyez-vous l'avenir de ce dialogue ? Dans quelle mesure est-il possible de prévenir ces effets pervers de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme qui l'alimente ?

LE PRESIDENT - La lutte contre le terrorisme passe, bien sûr, par l'action des services qui assurent la sécurité de nos nations respectives, et les relations qu'ils entretiennent sont, à cet égard, essentielles, car le péril est commun et pèse sur toutes nos sociétés.

Mais la répression ne saurait suffire. C'est bien souvent l'ignorance, et la méconnaissance de l'autre qui favorisent les comportements extrémistes. Au-delà des actions que mènent les gouvernements, j'estime qu'il incombe à chacun, et en particulier aux médias, d'assumer ses responsabilités en la matière et de favoriser la connaissance, la compréhension et le respect mutuels sans lesquels il n'est point de réel dialogue.

La Tunisie, de par sa culture, son histoire et sa situation géographique est, par excellence, terre de tolérance. Cet héritage l'a certainement aidé à saisir l'urgence du dialogue des cultures dans un contexte régional et international marqué par les violences et les incompréhensions. C'est pour cela qu'elle mène une politique volontariste en la matière et a accueilli plusieurs colloques remarquables autour de ce thème, rassemblant des représentants de tous les pays de la région et de toutes les religions.